De la transition hâtive à la transition démocratique

Madagoravox - Jean-Pierre Domenichini – 06/02/14

Toute transition est difficile, qu'elle concerne une personne dans sa vie privée ou qu'elle concerne des acteurs sociaux dans la vie publique. D'autant plus difficile quand beaucoup doivent renoncer aux charmes d'une dame de petite vertu ou renoncer non aux boîtes d'allumettes mais aux conteneurs de Romanée-Conti et de l'incontournable Champagne.

Le dj, tel qu'en lui-même…

Une fois reconnu que l'élection était admise par les candidats, la transition prévue a mal commencé par la cérémonie de la passation des pouvoirs. En démocratie, il est convenu que le chef de l'Etat accueille son successeur et lui laisse aussitôt la place, que le successeur devienne le maître des lieux et qu'il raccompagne son prédécesseur à la porte du palais présidentiel et, s'il est homme de bonne société, l'accompagne jusqu'à sa voiture. Ce n'est pas ce qui est arrivé à Iavoloha. Le PT a organisé spectacles et fêtes pour ses partisans. Quand Hery Rajaonarimampianina est arrivé, Rajoelina l'a fait passer par la petite porte et l'a fait attendre. Quand enfin il l'a fait entrer, il lui a remis une grande clé qui était censée être celle du Palais. Puis il lui a dit de partir. Rajoelina était chez lui et y restait. Avec ses tgvistes, il y a fait la fête. Il apparaît donc que les cinq ans de transition ne lui ont pas appris ce qu'était un Etat et un chef d'Etat en démocratie. Rajoelina reste ce qu'il était, un DJ organisant spectacles et fêtes. Mais il y a plus : il montrait qu'il restait l'enfant gâté qu'il a toujours été et le maître de l'Etat à qui Hery Rajaonarimampianina n'avait qu'à obéir. Il ne veut pas revenir aux affaires, comme le suppose la presse internationale, mais il entend bien continuer à y rester, attendant simplement d'être Premier ministre – ce qu'il pense bientôt obtenir.

Difficile transition dans les médias

Alors que la transition suppose que chacun de ceux qui la souhaitent en prennent compte dans leurs propos, il apparaît à la lecture de la presse aux lendemains de l'investiture que beaucoup de journalistes continuent à penser qu'il n'y a rien de nouveau à Madagascar. Ils continuent à traiter des affaires comme si de rien n'était et maintiennent subliminalement dans leurs écrits la permanence d'une forte teinte critique et négative. Du moins pour ceux qui n'étaient pas tentés par le tgvisme et les avantages du rôle de griot ou de thuriféraire de la Transition où tout aurait été pour le mieux dans le progrès vers la meilleure des démocraties. Et l'on peut comprendre pourquoi. Dans les deux derniers siècles, les Malgaches ont, à Dieu ou Zanahary, ajouté le Diable qu'ils n'avaient pas le privilège de connaître. Catéchisme et Ecole du dimanche leur ont appris que le fossé qui les séparait était insondable et infranchissable. Au jour du 25 janvier 2014, l'enfer hâtif continuait à les faire rôtir, quoique doucement, et ils ne pouvaient songer qu'au contraire du parcours habituel, nous étions peut-être entrés dans une sorte de purgatoire avec l'espoir de pouvoir même en sortir.

Confortés dans leur attitude par les médias extérieurs, le nouveau président ne serait pour eux qu'un « prête-nom ». Rien ne serait donc fondamentalement changé. France 24 nous en donne une illustration en suivant dans son discours celui d'un illustre inconnu, Jean-Louis Vivier, un avocat dont le seul atout est d'avoir commis un livre, *Madagascar, une île à la dérive*. De ses propos, il ressort qu'il n'a rien compris de Madagascar quand il trouve « paradoxal » que, parce qu'il est merina, Hery Rajaonarimampianina ait été « bien élu dans les régions côtières ». Ce Vivier-là continue à proclamer le discours colonial qui pensait que la Grande Ile était constituée de « tribus » ou d'« ethnies » et que toute élection ne pouvait être qu'« ethnique ». Il continue à vivre comme sous la Ire République qui avait hérité de ce discours, avait éliminé les Merina élus à la périphérie et les avait remplacés par des originaires de cette périphérie. Tsiranana avait fait ce qu'il fallait pour justifier ce qui était répété depuis la conquête. Le discours devenait réalité. Et c'est bien un avocat qui ne semble rien connaître en dehors du droit, quand il pose comme définitif que « Hery [Rajaonarimampianina] a une formation d'expert-comptable et fut ministre des Finances, mais économie et finances sont deux choses différentes ». Il n'a pas compris que la connaissance de l'économie et celle des finances ne sont pas ce qui fait un bon chef d'Etat. Voyez ce qui se passe chez *Reny malala*.

Accoutumés à toujours suivre le même *lalan-kitan-kisoa*, ce chemin que suivent nos cochons s'élevant tous seuls en liberté, quand ils vont se vautrer dans la boue d'une mare proche, nos réseaux sociaux ont commencé à critiquer une dépense qui serait superfétatoire, celle de la cérémonie d'investiture du nouveau président. Pour recevoir 4.000 invités, le coût de la réception organisée à Iavoloha s'élèverait peut-être à 200 millions d'ariary et, sans doute pour que cela semble exorbitant, on en donne la valeur en dollars, soit 91.000 US$. Et sur internet, un

forumiste pose une question : « Qui finance cette investiture ? Fonds publics ou fonds privés ? Ce n'est pas vraiment transparent ». Il n'était pas besoin de poser la question, tant la réponse est évidente et normale. Mais arrive le commentaire : « Cela n'empêche que l'addition soit fortement salée en ces temps de disette ». Nos grands esprits politiciens de la Toile brillent par leur ignorance et leur illettrisme intellectuel, quand ils veulent donner des leçons. Pleure, ô pays bien aimé ! Il serait bon que, pour comprendre cette dépense, chaque forumiste pense à ce qu'une famille de leur monde dépense pour l'organisation d'un mariage pour deux ou trois cents invités. Au nombre des convives, ça semblerait encore bien plus exorbitant.

Des questions d'argent

La Transition hâtive, par le chômage qu'elle avait provoqué, est à l'origine, comme on les voit sur les trottoirs de Behoririka, de multiples vocations de commerçants qui cherchent à gagner les quelques ariary nécessaires pour le repas quotidien. La fin de la Transition a provoqué quelques vocations de grands hommes d'affaires chez les politiciens. On sait qu'il en ait qui sont des champions des chèques en bois. C'est d'une autre catégorie dont je veux parler ici. Deux des candidats à la présidentielle, éliminés par la Cour Electorale Spéciale, ont pensé faire fructifier les 250 millions de Fmg de caution qu'ils avaient avancés. Ils ont décidé de vendre leurs électeurs potentiels à un candidat bien placé. L'un demandait 14 milliards de Fmg, l'autre 29 milliards de Fmg. Mais ils n'ont pas trouvé preneur. L'offre ne suffit pas toujours à créer la demande. Et la communauté internationale avait oublié d'interdire les taux usuraires dans sa feuille de route.

Il ne faut jamais généraliser, c'est vrai dans les sciences molles que sont les sciences humaines et politiques. Un autre candidat qui était venu des antipodes où il s'est taillé une belle seigneurie – disons en malgache : un magnifique *menakely* lui assurant de confortables revenus – se sentait, dans la tradition qui est celle de ses ancêtres, prêt à se mettre au service du bien commun et de l'intérêt général avec toutes les idées qui lui ont germé depuis des années. Mais il s'est retrouvé lui aussi invalidé, car il lui manquait les six mois de résidence dans la Grande Ile. Il pouvait désigner un des candidats retenus en quelque sorte comme légataire. L'un de ses amis lui demanda d'en faire bénéficier le candidat qu'il soutenait et de lui dire ce qu'il attendait en échange. Ses conditions étaient simples : il voulait pouvoir discuter avec le candidat pour estimer s'il avait des idées que lui-même partageait. Et ce qu'il demandait en échange, c'était – si le candidat était élu – pouvoir le rencontrer plus tard pour discuter du développement du pays. L'affaire fut donc conclue. Et comme ce candidat a été élu, il pourra donc, quand il le voudra, rencontrer le président de la République. On le voit, comme dans d'autres cas, toute aide à Hery Rajaonarimampianina n'est pas obligatoirement rémunérée ou remerciée en espèces sonnantes et trébuchantes.

Où les mauvaises habitudes perdurent…

On sait qu'il faut du temps pour se débarrasser des mauvaises habitudes. Le Président nouveau était à peine investi à Mahamasina et son discours-programme à peine prononcé qu'un quart de journée plus tard, une grenade explosait à Anosy dans un abribus, tuait un enfant et faisait moult blessés. L'actualité allait-elle encore obliger les journalistes à se rendre souvent à l'hôpital Ravoahangy-Andrianavalona pour y compter les différentes victimes ? C'est bien à craindre, car l'infernale période hâtive avait laissé piller les armureries de l'armée et – un commerce que j'allais oublier – se développer tout un commerce d'armes de guerre et de munitions. Quand la gendarmerie s'est enfin réveillée, elle a déféré à la justice 22 militaires et trois civils. Mais, si l'on admet que l'armée va enfin contrôler ses armureries, il reste que tous ceux qui ont déjà fait leurs provisions vont pouvoir continuer dans leur petit terrorisme.

Autre mauvaise habitude que celle du général Ravalomanana qui, à peine connue la nouvelle de l'explosion, indique aux médias que l'on connaît ceux qui ont fait la chose. Sans donner explicitement des noms, tout le monde a compris qu'il désignait les *zanak'i Dada*. Sans preuve comme toujours. Ce général a eu jusqu'ici une position dominante et était garanti d'une parfaite immunité. Un quart de journée ne lui ont pas suffi pour abandonner le *lalan-kitan-kisoa* radzouélien auquel il est accoutumé. Il est vrai que, par la suite, il a proposé de démissionné, mais a aussitôt dit qu'il était prêt à rester. On comprend qu'il a entre-temps reçu des conseils. Dans la stratégie hâtive d'arrière-garde, il est sans doute préféré qu'il continue à rester en place.

C'est un homme dangereux, car les « explications » qu'il donne sont *a priori* admises par le grand public. Le surlendemain de l'explosion, je parlais avec un professeur de Lycée à la retraite, qui a longtemps enseigné l'anglais : il n'a pas douté un moment du fait que la mouvance Ravalomanana était coupable. Quand je lui ai expliqué qu'après le discours-programme du matin, la grenade pouvait être la manifestation de la mouvance hâtive pour rappeler au nouveau président qu'elle conservait son pouvoir de nuisance. Mon collègue m'avoua alors que, toute sa vie, il n'avait jamais rien compris à la politique. On parle souvent de la majorité silencieuse, ne faudrait-il pas y ajouter aussi une majorité acquiesçante ?

Le stade suprême de la prédation

L'actualité nous apprend que l'Ukraine était dirigée par un système oligarchique et avait atteint le stade suprême de la corruption. L'analyse ne peut s'appliquer à la Grande Ile qui n'a commencé à constituer un groupe d'oligarques que depuis 2009, mais qui s'est vite engagée dans le stade suprême de la prédation reposant sur un socle solide de corruption.

La corruption, qui avait été initiée en 1951 par François Mitterrand, alors ministre de la France d'Outre-Mer, et instituée par la Deuxième République, était déjà bien installée en 2009. Rien ne s'obtenait sans argent de la copie de l'acte de naissance à la décision du tribunal.

Il était de notoriété générale que pour entrer dans telle école supérieure, il fallait acheter son résultat au concours par quelque 15 millions de Fmg. Et l'on comprend qu'une fois en fonction, chacun était normalement conduit à se rembourser avec des intérêts. La méritocratie prenait la forme d'une fricocratie. Après 2009, la conseillère (française) de la ministre de la justice citait le cas d'un sortant de l'école qui, neuf mois après son entrée en fonction, s'était offert une grosse tout-terrain. L'école lui avait sans doute appris à gérer ses revenus et à beaucoup économiser.

On savait aussi que, pour faire carrière dans les forces de sécurité, un ministre demandait la même somme. La fin de l'année 2013 vit une recrudescence du phénomène. Un ministre, sentant sa mort prochaine, fit venir les candidats et leur parla sans défaut. « C'est mieux que le loto. Vous jouez 7.500.000 Fmg et vous êtes sûr de gagner une rente viagère sur l'Etat et la retraite est assurée.

La chronique quotidienne nous avait appris comment il était procédé aux détournements des deniers publics : avec des bons d'essence d'un montant de trois milliards de Fmg, un ministre ou son représentant obtenait qu'une station essence les lui échange contre des espèces. C'est peut-être d'une autre origine que venait les trois valises d'espèces qu'un homme politique apporta à une banque pour les verser sur son compte ; la banque lui ayant annoncé qu'elle devait signaler le versement à la Banque Centrale, son bon client se retira sans chercher à parlementer.

Il est des hommes d'affaires qui, s'ils refusent de verser des pots-de-vin, sont toutefois prêts à financer des projets publics. Ce fut le cas de la construction d'un établissement sanitaire aux normes européennes pour laquelle furent donnés cinq milliards de Fmg. Le début des travaux tardant, le donateur fut obligé d'en référer au chef maffieux et de graisser les rouages. Puis l'affaire étant en route, il dut encore intervenir pour que le bon matériel utilisé soit bien utilisé, car dans la mise en œuvre des travaux, des employés de l'Etat préféraient acheter du matériel chinois à bon marché pour grappiller quelques centaines de milliers d'ariary. Le donateur estimait qu'il y allait de son honneur et voulait que le don fait à la population soit un bien durable.

Ce généreux donateur put constater que sa générosité aiguisait les appétits. Un premier couteau de la maffia de la prédation voulut lui extorquer trois milliards de Fmg. Il ne sut que refuser. Par ses commissionnaires, ce premier couteau diminua peu à peu ses prétentions pour en arriver enfin à 500 millions, mais sans toutefois obtenir satisfaction. Le donateur s'en plaignit en très haut lieu. Le premier couteau reçut bien une lettre de limogeage, mais ne quitta pas sa fonction.

Que certains investisseurs potentiels n'aient pas été prêts à cracher au bassinet pour faire fructifier leurs capitaux, on en a d'autres exemples. Il y a quelque trois ou quatre ans, un fonds d'investissement proposa à la Transition un plan pour l'électrification de 6 ou 7.000.000 de Malgaches dans des régions qui n'avaient pas l'électricité, notamment avec l'installation de petites centrales hydrauliques utilisant donc une énergie renouvelable. Aucune participation financière de l'Etat n'était demandée. Ce qui lui était demandé, c'était de donner son accord. Il ne fut jamais répondu au courrier adressé au Président de la Transition. Serait-ce un illettré qui devait y répondre ? Ou bien était-ce un prédateur potentiel ? Rien n'est complètement clair.

Par la grâce de la nouvelle transition – la démocratique celle-là –, une révélation est parfaitement transparente. Une personnalité ministérielle gérait un important dossier d'investissement. Le dossier était prêt, toutes redevances payées à l'Etat. Il ne manquait plus que la signature ministérielle et la personnalité s'apprêtait à le faire. Elle reçut alors un coup de téléphone du parrain hâtif qui lui interdisait de signer. Elle dit qu'elle ne voit pas pourquoi, puisque tout est en ordre. Le téléphone lui répond qu'il peut encore tirer 40 millions de dollars de cette affaire. Et sentant la réticence à s'exécuter, le téléphone lui dit alors que si la signature est faite, il ne pourra pas garantir la sécurité de la personnalité. Une vraie pratique mafieuse.

Pour finir ce premier cadastre, cette histoire qui se raconte au ministère des finances. Il est une fois – c'est bien un présent – un fonctionnaire du ministère qui, ce vendredi-là, rentra comme d'habitude chez lui. Effroi du

fonctionnaire, quand il revint le lundi dans son bureau et qu'il y constata la disparition d'un carton qui y était le vendredi. Il le chercha partout, fit le tour des pièces voisines et interrogea, interrogea, interrogea. Personne ne l'avait vu et ne pouvait lui venir en aide. Le carton contenait 250 millions de Fmg. Abasourdi, le fonctionnaire décida de ne pas porter plainte. Sa peine n'était donc pas récompensée.

Les premières petites mesures

Avant de partir à Addis-Abéba, Hery Rajaonarimampianina a tenu un conseil des ministres. Toute une série de petites mesures ont été sitôt rendues publiques.

Sans le préavis qu'auraient souhaité des personnes concernées, un avis public de la présidence enjoigna à tout un chacun de reconduire à Ambohitsorohitra les voitures de la Présidence au plus tard le 31 janvier. Et vendredi, il y avait beaucoup de belles voitures dans le parc d'Ambohitsorohitra. Parmi elles, il en est qui manifestement ont été maltraitées et devront passer par un salon de beauté. Toutes devront aussi voir le médecin de la présidence pour quelques opérations, greffes ou échanges standard. Devrons-nous alors plaindre tout un peuple tgéviste condamné maintenant à se mêler au peuple des transports en commun ? Cette façon de faire bien voir de façon apparente à Antaninarenina laisse entrevoir le nombre des privilégiés de la transition hâtive. Ils bénéficiaient de voitures achetées par Ravalomanana pour les chefs d'Etat, les premiers ministres et les ministres qui avaient été invités au Sommet de l'Union Africaine de 2009. Rajoelina en avaient dotés ses partisans.

Si l'on écoute la presse, le gouvernement aurait « limogé » le secrétaire général de la Présidence et le directeur de cabinet du président hâtif. Ils n'ont pas été limogés ; ce sont des décrets qui ont tout à fait normalement (*manara-penitra*) mis fin aux missions de Hery Resampa et de Rija Rajaonson.

Mesure importante aussi que la suppression de la Direction de la Sécurité du Territoire (DST) et de la Force d'Intervention Spéciale (FIS) que la Transition avait créées pour être son bras armé et son service de renseignements. Ils sont réintégrés dans les organismes existants et leurs personnels soumis à leur contrôle.

Terminons par trois interdictions. D'abord celle faite aux ministres de procéder à des nominations à des emplois de fonctionnaires. Ensuite interdiction de toute vente de biens de l'Etat. Enfin interdiction faite à l'administration d'acheter des voitures neuves. Derrière ces interdictions, on entrevoit tous les abus et trafics de la période hâtive. Ces premières mesures sont de bon augure, mais l'avenir n'est pas sûr. Si les institutions internationales, qui estiment que la population de la Grande Ile atteint maintenant entre 25 et 30 millions d'habitants, sont prêtes à l'inonder d'aides, dons et prêts de toutes sortes, l'inondation reste conditionnelle. Par une opération chirurgicale, la nouvelle transition doit se séparer de tous ses éléments prédateurs. S'il en ait qui pensent que les fruits de leur prédation sont en sécurité dans des banques paradisiaques, il faut qu'ils savent que les différents avoirs sont connus des services de renseignements internationaux. La Sadc n'a finalement pris aucune des sanctions un moment prévues et les laissent jouir de leurs biens mal acquis. A eux de savoir se faire discrets et de renoncer à toute nouvelle prédation. Tout est clair. S'ils ont un minimum d'intelligence, le parrain et sa maffia devraient l'avoir compris.

Puissent ces *fady* nouveaux être démocratiquement respectés. Puisse personne ne les enfreindre. Puisse notre pays mieux se porter et avoir une gouvernance dirigée par le discours-programme de l'investiture.

Source : http://madagoravox.wordpress.com/2014/02/06/de-la-transition-hative-a-la-transition-democratique/